

# La Nouvelle Revue De Presse De Langue Française

NRP Décembre 2019, n° 49

le numéro 50 approche : voir page N° 2



## DOSSIER

### « SANTE EN ALGERIE : UNIJAMBISTE SCHIZOPHRENE ? »

#### Economie

SITUATION 2019 ET PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE ALGERIENNE  
2020/2022 : De vives tensions sans la résolution de la crise politique  
Abderrahmane MEBOUL

#### Droit

Un protocole d'accord signé entre les deux pays :  
Les Algériens peuvent se soigner en France

#### CULTURE/MÉDIAS

Les écrits de la nouvelle génération «intéressants, mais peu  
consultés» Conférence au Salon du livre d'Alger  
RC

#### Histoire/Mémoire

L'école de médecine d'Alger en 1857

L. Abid

مختارات الصحافة الحديثة

# Sommaire

N° 49, Décembre 2019

## Dossier

### « SANTE EN ALGERIE : UNIJAMBISTE SCHIZOPHRENE ? »

Secteur de la santé : Un concentré de maux et des traitements inefficaces, SAMIRA IMADALOU. P.4-5

« On ne peut pas changer ce qu'on ne peut pas mesurer » Evaluation de la sécurité des patients dans les hôpitaux en Algérie, Pr Michael Marx, Sandy Kubaj, Karolin Hahn. P.5

Le système de santé algérien entre corruption, privatisations et charlatanisme. Ali Chibani. P.6

Environ 175 000 tonnes par an de déchets hospitaliers rejetés à travers le pays. P.6-7

Marché du médicament en Algérie : Des instructions du Premier ministre sur la base de fausses données, DJAMILA KOURTA. P.7

CNAS/Alger: recouvrement obligatoire de 1,5 milliards DA en 2018. P.8

La situation sanitaire des autistes est inquiétante. P.8-9

Le malade « dit mental » : des pratiques inventives à l'hôpital psychiatrique de Sidi Chami, Sarra Samra Benharrats et Mohamed Mebtoul. P.9-10

Coût et management du diabète en Algérie, Pr Larbi LAMRI. P.10

Notre système de santé avance comme un unijambiste schizophrène, Rania Hamdi. P.11

## Economie

SITUATION 2019 ET PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE ALGERIENNE 2020/2022 : De vives tensions sans la résolution de la crise politique, Abderrahmane MEBTOUL. P.12

## Droit

Un protocole d'accord signé entre les deux pays : Les Algériens peuvent se soigner en France. P.13

Les résultats définitifs de l'élection présidentielle publiés au Journal officiel, P.13

## Culture/Médias

Les écrits de la nouvelle génération «intéressants, mais peu consultés» Conférence au Salon du livre d'Alger, R.C. P.14

Rehabilitation des forteresses de la ville d'Oran, P.14

## Histoire/Mémoire

L'école de médecine d'Alger en 1857, L. Abid, P.15

## Bibliographie

La NRP est la nouvelle formule de la « Revue de presse », créée en 1956 par le centre des Glycines d'Alger.  
[Attestation du ministère de l'information: A1 23, 7 février 1977]  
Revue bimensuelle réalisée en collaboration avec le :

cdesoran@yahoo.fr



CENTRE DE DOCUMENTATION ECONOMIQUE ET SOCIALE  
3, rue Kadir Sid Ahmed, Oran • Tel: +213 41 40 85 83 •  
Site web: [www.cdesoran.org](http://www.cdesoran.org) / Facebook : Cdes Oran

**La NRP va arriver à son 50ème numéro :**  
**A cette occasion nous sollicitons votre avis :**  
**Que pensez vous de la NRP ?**  
**Merci de nous envoyer quelques lignes sur le mail :**  
**[cdesoran@yahoo.fr](mailto:cdesoran@yahoo.fr)**

*Ont collaboré à ce numéro*

Ryad CHIKHI, Bernard JANICOT, Leila TENNCI, Ghalem DOUAR, Omar AOUAB  
Sid Ahmed ABED, Adnane BELAIDOUNI, Sofiane BELKACEM

« SANTE EN ALGERIE :

UNIAMBISTE SCHIZOPHRENE ? »

## Editorial



*D'emblée, 80 % de la population mondiale ne bénéficie pas d'une protection sociale adéquate (OIT, 2019). La santé est l'une des préoccupations de la protection sociale. Elle vise à la fois à favoriser l'accès aux soins de santé et de promouvoir la justice sociale. Pour atteindre ces objectifs, les États ainsi que plusieurs organisations internationales à l'instar de l'OIT élaborent des programmes et des mécanismes qui, lorsqu'ils sont implémentés, assurent une protection aux couches sociales les plus défavorisées. Mais qu'en est-il de la santé en Algérie?? Voilà un sujet qui continue à faire couler beaucoup d'encre.*

*Dans de nombreux pays étrangers, comme la France à titre d'exemple, le taux moyen des transferts sociaux dépasse les 30 % du PIB. En Algérie, le taux des transferts sociaux est de 8,4 % du PIB pour l'année 2020, équivalent à 1797,6 milliards de dinars. Ce montant a doublé en 10 ans.*

*La gouvernance du système de santé revêt une importance cruciale, qui, dans une approche opérationnelle, a une dépendance et un impact multisectoriel. Malgré la promulgation de la loi sur la santé en 2018, l'introduction des TICs, d'outils nouveaux de gestion, des insuffisances en ce qui concerne la qualité des soins de santé demeurent. Pourquoi?? Quelle(s) en est/sont la cause/les causes?? Tous ces dysfonctionnements engendrent des coûts alors que la question du financement des dépenses de santé est reléguée au deuxième rang.*

*En sciences médicales, établir un mauvais diagnostic, c'est donner un mauvais traitement. Idem en Management Public.*

*Le citoyen pointe du doigt le Médecin, le Médecin pointe du doigt le manque de moyens, le manque de moyens implique des gestionnaires, les gestionnaires pointent du doigt leurs employés, les employés pointent du doigt l'environnement. Dès lors l'environnement englobe : le citoyen, le médecin, les gestionnaires, et les employés, et a d'autres échelles, des acteurs qui participent volontairement ou pas, consciemment ou inconsciemment à l'instauration d'une anarchie organisée. Tous impliqués et personne responsable. À défaut de mettre en évidence les causes de cette situation, peut-on déceler des symptômes faisant référence à une maladie particulière??*

*Certes, un système de soins de santé en quête de cohérence, de solutions, de remèdes pour répondre aux besoins «réels?» de la population que ce soit par rapport à des aspects d'investissement dans le secteur de la santé, de production de médicaments, de traitement de maladies ou d'amélioration de la qualité de prise en charge.*

*Pour ce dossier, l'équipe de la revue de presse s'est intéressée à un sujet important et complexe qu'est la santé en Algérie, vous proposant ainsi des articles aussi accrocheurs que le titre du dossier. Excellente lecture et très bonne année 2020?!*

Ryad CHIKHI

## Secteur de la santé :

## Un concentré de maux et des traitements inefficaces

SAMIRA IMADALOU

Le drame survenu en septembre dernier à El Oued avec l'incendie qui a coûté la vie à huit nouveau-nés est venu rappeler la situation désastreuse dans laquelle évolue le secteur de la santé,...

...Le phénomène tend... à s'amplifier, rendant parfois «impraticable» l'acte de soins dans certaines structures.

Parallèlement, les citoyens n'ont pas les moyens de s'adresser au privé pour une prise en charge sanitaire en raison des tarifs chers, surtout avec la dégradation

Mais les résultats restent faibles alors que certains pays consacrent moins de ressources et réalisent de meilleurs résultats sanitaires que l'Algérie... parce qu'ils ont réussi.. une gouvernance de qualité.

Les économistes... ont relevé ce paradoxe entre les dépenses et les conditions de prise en charge sanitaire.

...La dernière loi sanitaire n'a pas apporté les mesures... devant enclencher un management moderne des structures de

algérien des pharmaciens d'officine (Snapo), au moins 50 produits sont en totale rupture. Une rupture qui concerne à la fois les produits importés et ceux fabriqués localement.

Un dysfonctionnement qui affecte depuis quelques années le marché du médicament en Algérie et qui est dû, particulièrement, à l'absence de stratégie cohérente. Une défaillance à laquelle les pouvoirs



du pouvoir d'achat.

Pourtant, l'on parle depuis de nombreuses années de la nécessité de tout revoir pour améliorer ce secteur...

...En 2014, l'on annonçait déjà la réception de 10 nouveaux hôpitaux. Mais les lenteurs et les difficultés financières, résultant d'une gestion hasardeuse d'un secteur aussi sensible, ont fini par retarder ces chantiers.

Cela pour souligner les incohérences qui touchent le système de santé algérien en matière de gouvernance, de management et d'évaluation de la performance.

#### **Des dépenses en hausse et une prise en charge défaillante**

...les dépenses de santé sont en net accroissement mais loin d'être maîtrisées et les comptes nationaux sont rarement établis. D'après les dernières estimations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) datant de 2015, l'Algérie consacre 7,1% de son PIB au secteur de la santé.

Elle se situe ainsi au-dessus de la moyenne de la région Afrique (6,2%) et pas trop loin de la moyenne européenne (7,9%). La dépense par habitant pour la même année s'est établie à 291,6 dollars contre 114,16 dollars pour la région Afrique et 2192 dollars pour la région Europe.

santé..., résume à ce sujet Lamri Larbi, économiste de la santé.

Pour ce dernier, la planification sanitaire devant être le fer de lance pour les programmes sanitaires reste... confinée à la collecte des informations sur la ventilation des structures de santé par région et de comptabilisation des effectifs par corps de métier....

#### **Des promesses,**

#### **encore des promesses !**

En réponse à ces préoccupations, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mohamed Miraoui, a réuni, la semaine dernière, les 48 Directeurs de la santé et de la population (DSP) les appelant à appliquer de nouvelles mesures sécuritaires et organisationnelles pour une meilleure gestion du secteur de la santé et prise en charge des malades.

...Et ce, en exigeant l'humanisation de l'accueil et de l'orientation des patients, la présence effective des équipes médicale, paramédicale et administrative, de meilleures conditions de travail, d'hébergement et de restauration des personnels de la santé ainsi que la mise à disposition des malades des médicaments.

A ce titre,... et selon le Syndicat national

publics répondent à chaque fois par l'attribution d'autorisations d'importations (celle de 2020 a été libérée le 1er juillet dernier).

#### **La carte du Sud**

Et voilà qu'on promet de nouveau de mettre fin à ce concentré de problèmes négligés auparavant mais devenus aujourd'hui objet d'intérêt d'un gouvernement qui ne cherche qu'à faire avaler la pilule de l'élection présidentielle en décembre prochain.

Sinon pourquoi cet intérêt «accrété» aux préoccupations socioprofessionnelles des personnels de la santé, au renforcement du dialogue social et à bien d'autres points, comme la consolidation du système de veille et d'alerte contre les maladies transmissibles, notamment ?

...Des médecins formés à grands frais en Algérie et qui vont exercer leur talent ailleurs. Déjà, 15 000 praticiens travaillent en France et 4000 médecins sont candidats à l'immigration en 2019, selon l'Ordre des médecins.

L'absence de moyens et de motivations expliquent cet exode massif au moment où le Sud algérien souffre

fre énormément de déficit en spécialistes que le gouvernement tente d'attirer en s'engageant récemment à multiplier leurs salaires par deux et demi par rapport à celui de ceux exerçant dans le Nord, outre la généralisation de la prime du service civil.

De même qu'il est prévu la mise en place d'un système incitatif, au titre du PLF 2020, au profit des médecins privés, des pharmaciens et des laborantins désirant exercer au Sud avec en plus des mécanismes de soutien public, d'exonération de taxes et d'impôts, ...

Autant de mesures annoncées en septem-

bre denier parallèlement au plan santé dédiée au Sud et aux Hauts-Plateaux.

Au total, une enveloppe de plus de 17 milliards de dinars a été allouée pour lever le gel de certains projets de réalisation et d'équipement des infrastructures hospitalières dans ces régions, selon le ministre des Finances, Mohamed Loukal.

... D'autres projets d'une valeur de 42 milliards DA avaient été inscrits dans le projet de loi de finances 2020. Exemple : un programme «spécial» sera mis au point pour la promotion des prestations de santé dans la wilaya déléguée d'In Guezzam, selon le ministre de la Santé.

Mais comme c'est le cas à chaque rendez-vous électoral, ce sont juste des annonces à visées politiciennes. La gestion de la santé, tout comme celle des autres secteurs sociaux et économiques, est à l'image de la gouvernance politique. Tout est à revoir.

**El Watan**  
LE QUOTIDIEN INDÉPENDANT

14 OCTOBRE 2019

## « On ne peut pas changer ce qu'on ne peut pas mesurer »

### Evaluation de la sécurité des patients dans les hôpitaux en Algérie

La récente réflexion pour la réorganisation des services de santé en Algérie montre clairement l'orientation des autorités politiques d'engager le secteur de la santé dans une dynamique de réformes globales, qui a pour but d'améliorer la qualité de vie de tous les citoyens. C'est dans ce cadre qu'un plan d'action est énoncé par le gouvernement algérien en faveur du développement des capacités institutionnelles, dont celles du Ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière, et des établissements sous tutelle, afin d'améliorer la gestion des structures et des ressources en soins de santé de qualité.

Pour appuyer l'approche du MSPRH dans ses efforts en vue de faire progresser la qualité des services de soins, de mettre en œuvre un système de gestion de la qualité intégrée dans la régulation du système de santé, des études ont été menées par deux entités allemandes 'evaplan' au Centre Hospitalier Universitaire de Heidelberg et l'Institut 'AQUA' et l'Institut pour l'Amélioration de la Qualité Appliquée et la Recherche en Soins de Santé. Le consortium a ainsi piloté un système permettant de mesurer et d'améliorer la qualité des services hospitaliers en Algérie. Ce système s'est focalisé sur la sécurité des patients dans les différents types d'établissements hospitaliers (EPH, EHS, CHU et Etablissement privé). (...)

#### Point de départ

Le système qui est développé, vise à évaluer la sécurité des patients, en utilisant des indicateurs multidimensionnels, adaptés et validés. Il repose sur la structure d'un système préexistant axé sur l'évidence pour évaluer, comparer et améliorer la qualité des services de santé. Le système utilisé est basé sur le «European Practice Assessment (EPA)» auquel l'Institut AQUA a participé originalement au développement et qui est actuellement utilisé pour évaluer la qualité hospitalière en général et de soins en particulier dans plus de 2 000 établissements de santé, notamment en Allemagne. Cette expertise de l'Institut AQUA est combinée avec la longue expérience d'evaplan dans le domaine de la santé internationale, et spécifiquement, dans le renforcement des systèmes de santé et de la gestion de la qualité dans plusieurs pays de différents continents.

Ce système d'amélioration de la qualité est connu pour sa flexibilité et son adaptabilité aux différents systèmes de santé et

contextes sanitaires. Au lieu de fixer uniquement les normes de qualité, le système évalue dans quelle mesure ces normes peuvent être atteintes. Cela est fait grâce à l'utilisation d'indicateurs de qualité, qui permettent de rendre la qualité mesurable, transparente et objective.



Le système permet de comparer les résultats du même hôpital au fil du temps et ainsi de suivre les développements et mesurer de manière directe et fiable les améliorations dans les différents domaines de la qualité des services et de la sécurité des patients. En plus, les mêmes résultats d'un hôpital peuvent être comparés à la moyenne de ceux des autres hôpitaux. (...)

#### Conclusion

Ce système basé sur des indicateurs et scientifiquement validé s'est avéré très efficace en Algérie à l'instar des pays comme l'Allemagne, la Suisse, la Belgique et les Pays-Bas. Dans tous ces pays, les résultats ont été encourageants (Götz et al 2011; Grol et al 2005).

- Capacités des prestataires de services pour offrir des services de qualité et efficaces améliorées.
- Standards plus élevés des prestations de services causés par l'augmentation de la transparence et la concurrence à travers tous les niveaux du système de soins de santé.
- Partage de «bonnes pratiques».



**Pr Michael Marx<sup>1</sup>, Sandy Kubaj<sup>2</sup>, Karolin Hahn<sup>3</sup>**  
**1. Professeur de Santé Internationale à l'Université de Heidelberg, Faculté de Médecine ; Directeur du bureau d'étude Evaplan à l'Université de Heidelberg.**  
**2. Manager de projets et consultante en santé internationale chez Evaplan.**  
**3. Collaboratrice EPA chez l'Institut AQUA.**  
 Traduit de l'Anglais. Article original pour la revue GhorfaArab-GermanChamber of Commerce and Industry ([www.ghorfa.de](http://www.ghorfa.de)).  
 04 Juin 2017

## Le système de santé algérien entre corruption, privatisations et charlatanisme

**De nombreux motifs ont poussé les Algériens à la révolte. Parmi eux, un système de santé qui, malgré d'incontestables succès, reste miné par l'incompétence et la corruption**

### Cliniques privées et médecine prophétique

Le malaise du secteur public en fait un « évacuateur » des patients vers les cliniques privées qui se sont multipliées sous le règne de Bouteflika. Pour une transfusion sanguine, une clinique privée peut, en toute conscience, retenir le patient en observation pendant 24 à 48 heures au prix de 20 000 dinars (149 euros). « Comme partout dans le monde, la santé est un business qui peut rapporter gros. Malheureusement en Algérie, beaucoup ne sont pas très regardants quant au respect de la déontologie en matière d'honoraires et du temps consacré au patient. »

Premier effet de ce business, les femmes sont victimes d'une enrichissante « épidémie des césariennes » qui constitue « 50% du chiffre d'affaires » de certaines cliniques selon Ahcène Zenati. Ce chercheur... a découvert que 72% des naissances en 2015 se sont faites par césarienne dans les cliniques privées d'Alger et de Bejaia, contre 22% dans l'hôpital public de la capitale. Autre phénomène, l'usager est souvent incité à se rendre dans le privé où il retrouve

### Ali Chibani

le même personnel qui l'y a orienté sous prétexte de l'urgence d'une prise en charge que l'hôpital public ne peut offrir faute de places ou de moyens. « La désaffiliation des médecins à l'égard des structures étatiques de santé ne se justifie pas uniquement par les salaires, qui ont d'ailleurs connu un accroissement important ces dernières années, considère Mebtoul. Elle est liée en grande partie à l'absence de reconnaissance sociale et politique des agents de la santé d'une manière générale. Aujourd'hui, l'absence de dignité accordée au travail médical assuré dans des conditions techniques et sociales anormales explique cette fuite vers l'étranger et vers le secteur privé. » La « médecine prophétique », pratiquée par des individus souvent sans formation médicale, profite aussi de la situation. Un raqqi, sorte d'exorciste, a chargé une femme de remettre sa carte de visite (à un professeur) pour un échange de clientèle : « Il s'est permis une telle inanité, car certains confrères ripoux ont marché dans la combine, dit le médecin. Et les choses se sont bien aggravées, puisque

aujourd'hui nombre de soignants portent des accoutrements islamistes (pantalon au-dessus des chevilles, qamis, barbes teintées au henné...) et pratiquent la hidjama [saignée par ventouses], la roqqa, l'imposition des mains... Ils ont beaucoup de succès auprès d'une catégorie de la population qui leur prête des pouvoirs divins. »

C'est dans ce contexte de corruption et de mauvaise gestion que l'Algérie doit faire face aux défis qu'impose l'augmentation du stress, la pollution et l'accès à la surconsommation de produits alimentaires qui répondent rarement aux normes internationales pour l'utilisation des additifs, des pesticides et du sucre. En 2016, 41% des décès seraient dus aux maladies cardiovasculaires.



orientXXI  
23 Avril 2019

## Environ 175 000 tonnes par an de déchets hospitaliers rejetés à travers le pays

**Environ 175 000 tonnes de déchets hospitaliers sont rejetés chaque année, à travers le pays, a révélé mercredi le président de l'association nationale pour la protection de l'environnement et la lutte contre la pollution (ANPEP), Ali Halimi.**

S'exprimant en marge d'un colloque national sur la gestion des déchets hospitaliers, tenu au Palais de la culture, au centre-ville, M. Halimi a affirmé à l'APS que cette quantité de déchets spéciaux est stockée annuellement par des établissements

relevant du secteur de la santé, publics et privés, ainsi que les divers laboratoires d'analyses médicales et des citoyens.

M. Halimi a également précisé que ce colloque a pour objectif de sen-

sibiliser la population quant à l'impact de ce type de déchets, sur l'environnement et la santé des citoyens lorsqu'ils sont jetés ou éliminés de manière anarchique et non maîtrisée.

Le président de l'ANPEP a fait savoir, en ce sens, que ces déchets spéciaux sont "gérés de manière aléatoire, indépendamment des normes scientifiques et légales", ce qui constitue, selon lui, un problème pouvant se traduire par un réel danger pour la santé publique.

Dans ce contexte, M. Halimi a appelé à la création d'entreprises spécifiques pour gérer les déchets hospitaliers de manière à ce qu'ils ne deviennent pas une menace pour la santé publique, rappelant que le mi-



nistère de l'Environnement et des Energies renouvelables avait lancé en 2001 un projet visant à créer des entreprises privées pour collecter, trier et détruire les déchets hospitaliers dans des fours spéciaux.

Cependant, les prix élevés du kilogramme de ces déchets ont empêché ce projet d'aboutir, a-t-il dit, ajoutant que la majorité des déchets hospitaliers sont actuellement déversés dans des décharges publiques.

De son côté, Dr. Mohamed Tahar Aissani, spécialiste en diagnostic des maladies, formateur à l'environnement et responsable de la santé et de l'environnement de l'ANPEP, a mis l'accent dans son intervention intitulée "Le danger des déchets hospitaliers pour l'environnement et la santé" sur les risques que représentent les produits pharmaceutiques

périmés.

Ce spécialiste a aussi fait état de l'importance de sensibiliser les citoyens pour qu'ils remettent les médicaments périmés et entamés à des pharmaciens agréés et habilités à collecter et stocker les déchets hospitaliers.

Dr Aissani a déclaré, en outre, que l'élimination de ces médicaments se déroule actuellement de manière hasardeuse, exhortant en particulier les pharmaciens à signer des contrats avec des entreprises privées spécialisées chargées de la destruction de ce type de déchets spéciaux.

Pour sa part, le directeur de l'environnement de Skikda, Miloud Ameur a fait savoir que depuis le début de l'année en cours, 120 tonnes de déchets hospitaliers ont été collectées au niveau local et ne sont pas encore

détruites, exhortant les pharmaciens à respecter la réglementation en vigueur concernant le traitement de ce type de déchets.

A noter que ce colloque a été organisé par l'association nationale pour la protection de l'environnement et la lutte contre la pollution en coordination avec les directions de l'environnement et de la santé de la wilaya de Skikda, avec la participation de pharmaciens et de laboratoires médicaux.



27 Novembre 2019

## Marché du médicament en Algérie : Des instructions du Premier ministre sur la base de fausses données

Le Premier ministre a insisté sur la nécessité de prendre des mesures urgentes concernant ce dossier, tout en mettant en place une stratégie globale à moyen et long termes...

Ces instructions ont été données après

le Premier ministre...portent...sur le développement et l'accompagnement des capacités nationales dans le domaine de la production des médicaments...à travers la promotion de la recherche scientifique et la production des nouvelles molécules.

Les entreprises locales se plaignent...d'un environnement hostile à cette jeune industrie, qui a...fourni d'énormes efforts pour...couvrir la moitié des besoins du marché national. Les instructions du Premier ministre pour encourager les producteurs à se concentrer sur «la production de produits biopharmaceutiques à haute valeur ajoutée» exigent au préalable la mise en place d'une réglementation adéquate à ce type de médicaments issus de la biotechnologie. Laquelle doit être aussi accompagnée de mesures incitatives...

Ce qui constitue...un frein pour la production nationale, à l'instar du groupe Saïdal,..., qui a vu sa production en net recul. Une situation qui a...entravé l'évolution de cette jeune industrie et impacté sur la qualité des produits. Il a...insisté sur l'accélération des investissements publics et privés...pour la production d'insuline, encourager les importateurs pour investir dans l'industrie locale des médicaments, le contrôle du marché, accélérer la publication des textes d'application de la nouvelle loi sanitaire et la mise



avoir entendu la communication du ministre des Finances concernant les mesures à «prendre pour réduire le déficit de la balance des paiements afin de préserver les réserves de change du pays,... Le ministre des Finances a annoncé à cet effet que la facture d'importation des médicaments est évaluée en 2018 «à plus de 3,4 milliards d'euros... alors que les statistiques du CNIS évaluent cette facture à près de 2,2 milliards de dollars, soit 1,94 milliard d'euros... Les instructions du Pre-

mier

mier ministre...portent...sur le développement et l'accompagnement des capacités nationales dans le domaine de la production des médicaments...à travers la promotion de la recherche scientifique et la production des nouvelles molécules. Ce qui résume... la demande incessante des opérateurs de la pharmacie depuis quelques années. Mais le mécanisme est actuellement déstructuré, vu les conditions d'enregistrement de nouveaux médicaments à la production et les délais de leur enregistrement qui se sont détériorés... Et de signaler que cette situation a amené des producteurs à abandonner certains produits.

DJAMILA KOURTA

**El Watan**  
LE QUOTIDIEN INDÉPENDANT

05 Aout 2019

## CNAS/Alger: recouvrement obligatoire de 1,5 milliards DA en 2018

ALGER - L'agence d'Alger de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) a recouvré près de 1,5 milliards de DA en 2018 et ce dans le cadre du "recouvrement obligatoire" des créances de la Caisse auprès de plus de 4.100 employeurs ayant dérogé au règlement de leurs situations en matière de versement des cotisations et de déclaration d'employés, a indiqué lundi le Directeur de l'Agence d'Alger, M. Mahfoud Idris.

Intervenant lors d'une conférence de presse à l'occasion de la campagne de sensibilisation sur la déclaration annuelle des salaires et des salariés en faveur des employeurs, M. Idris a précisé qu'il a été procédé au recouvrement de près de 1,448 milliards de DA en 2018, suite à des mises en demeure adressées à plus de 4.100 employeurs (secteurs public et privé) retardataires dans le paiement de leurs cotisations et la déclaration de leurs employés.

Les formalités de recouvrement obligatoire ont été engagées par un règlement à l'amiable de leurs dossiers, a souligné le même responsable qui a indiqué qu'à défaut d'observation de ces formalités par les employeurs, ces derniers encourrent des sanctions sévères conformément à la loi 08/08 relative au contentieux en matière de sécurité sociale.

L'agence CNAS d'Alger a enregistré l'affiliation de 35.594 employeurs contre 1,500 million de salariés représentant plus de 10 % des employés assurés au niveau national, a fait savoir M. Idris, ajoutant

que 31.955 employeurs versent régulièrement leurs cotisations alors que le nombre des employeurs contrevenants s'élève à plus de 4.100 pour fausse déclaration ou défaut de suite aux mises en demeure.

Il s'agit là des mêmes formalités appliquées envers les employeurs étrangers, a-t-il enchaîné.

Dans ce cadre, M. Idris a rappelé que le taux de déclaration des employés dans la wilaya d'Alger s'élève à 85 % contre 15 % contrevenants, expliquant cela par les mesures assouplies contenues dans la stratégie de la direction générale de la CNAS à travers son portail électronique à l'effet de faciliter aux employeurs le paiement des cotisations dans de bonnes conditions, 24h/24h - 7jrs/7jrs.

Plus de 27.000 déclarations d'employés ont été enregistrées en octobre dernier. En 2018, 1800 déclarations sont enregistrées chaque weekend (vendredi) via le portail électronique de la CNAS, a-t-il ajouté. Par ailleurs, il a affirmé que l'Agence d'Alger ne souffrait d'aucun déficit et que les recouvrements de la Caisse assuraient près de 25 % des recettes de la CNAS et contribuaient grandement au financement de la Caisse nationale des retraites (CNR).

Après avoir rappelé les avantages et mesures incitatives offertes par l'Agence au profit de ses affiliés, notamment l'échelonnement du règlement de leurs arriérés des cotisations en fonction de leurs capacités financières, M. Idriss a fait sa-

voir que le nombre des affiliés à l'Agence locale avait atteint, jusqu'au 31 décembre dernier, trois (3) millions d'affiliés, dont 1,5 millions pris en charge directement et plus de 1,5 d'ayants-droit.

A ce propos, il a appelé les patrons employant des travailleurs étrangers à les déclarer à travers le dépôt du dossier d'affiliation et d'immatriculation dans les délais fixés comportant une déclaration d'affiliation, une photocopie du passeport et un document valide justifiant l'aptitude à exercer une activité en Algérie, délivré par la Direction de l'emploi territorialement compétente".

La campagne de sensibilisation sur la déclaration des travailleurs étrangers organisée au profit des employeurs se poursuivra jusqu'au 31 janvier 2019 au niveau du siège de l'Agence à la place des martyrs ainsi qu'au niveau de trois centres de paiement (Sidi Okba à El Harrach, Rue Souidani Boudjemaa à Belouizdad et le centre sis au 90, rue Didouche Mourad) en vue de déposer les dossiers de déclaration des salaires.



07 Janvier 2019

## «La situation sanitaire des autistes est inquiétante»

Le professeur Mahmoud Ould Taleb, chef de service de pédopsychiatrie à l'hôpital Drid Hocine, président du Comité pédagogique national et régional de pédopsychiatrie et auteur de nombreux ouvrages et articles sur l'autisme et la santé mentale de l'enfant et de l'adolescent, revient dans cet entretien sur l'importance du diagnostic précoce de l'autisme et l'urgence d'une prise en charge.

L'autisme est en nette augmentation dans le monde. Quelle est la situation en Algérie ?

L'augmentation du nombre d'enfants autistes est dû à deux causes essentielles. La première est l'utilisation de critères de diagnostic modernes qui amplifient le phénomène de l'autisme, qui est défini comme un trouble neuro-développemental...

L'utilisation du terme spectre de l'autisme inclut toutes les formes et les nuances d'intensité légère de l'autisme. L'augmentation du nombre d'enfants présentant un TSA dans le monde et en Algérie est dû à la bonne utilisation des critères de diagnostic. Par conséquent, les TSA sont mieux connus et diagnostiqués rapidement.

Les données épidémiologiques récentes donnent un nouveau cas de TSA pour 1000 naissances durant la précédente décennie. Les autorités sanitaires allemandes donnent actuellement un nouveau cas de TSA pour 300 naissances. En 2018, aux USA, on avance le taux de un nouveau cas de TSA pour 66 naissances.

Si on applique par extrapolation le taux de un nouveau cas de TSA pour 300 naissances, en Algérie on aurait approximative-

ment, si on prend en considération un taux de fécondité de 2,9 pour mille, soit un million de nouvelles naissances chaque année, 500 000 enfants adolescents et adultes avec autisme, dont la majorité a été diagnostiquée tardivement, à partir de l'âge de cinq ans et sans aucune prise en charge institutionnelle sérieuse...

Vous êtes l'un des premiers pédopsychiatres à avoir sensibilisé et appelé, durant des années, au dépistage précoce de l'autisme. Qu'en est-il aujourd'hui du diagnostic et de la prise en charge, surtout que la ressource humaine qualifiée fait défaut ?

Effectivement, nous avons mené le combat du dépistage précoce des TSA qui est fondamental. Nous avons sillonné le pays, Tizi, Bejaïa, Bouira, Ouargla, El Oued, Skikda, Sétif.

A chaque fois on essaye d'expliquer que le diagnostic précoce doit se faire à l'âge de deux ans, et immédiatement après, on doit proposer un programme de stimulation de l'enfant autiste pour justement faire reculer le retard mental, qui est la conséquence majeure de l'autisme, qui, au-delà de cinq ans, reste incurable. Il faut essayer de comprendre que l'autisme est le «cancer de l'esprit», il détruit, étouffe, étiole l'intelligence à petit feu, lentement mais sûrement.

L'autisme demeure une affection mentale grave, qui nécessite, du repérage au diagnostic, la mise en œuvre d'in-



ment, il a une capacité limitée à 470 lits avec un total de 11 pavillons, car quatre ont été fermés suite à la dégradation de la structure. En dépit de cette réduction d'hospitalisations, il continue à recevoir les différents patients des différentes wilayas limitrophes par effet d'attraction, alimentée par l'histoire de cette structure. Dans cette étude, notre démarche méthodologique est indissociable de notre immersion au quotidien dans l'espace hospitalier, en mobilisant conjointement les observations et les entretiens approfondis, dans le but de mettre en exergue les interactions entre les professionnels de la santé et les malades. La valeur heuristique de cette méthode est de restituer et de traduire les logiques sociales et les façons de faire des malades qui relèvent de l'ordre de l'inat-

tendu et l'étonnement pour le chercheur, étant déployées à l'encontre des normes prescrites au cœur du fonctionnement du service hospitalier. Pour ce faire, nous nous appuyons sur le paradigme interactionniste d'Erving Goffman, en référence notamment à son ouvrage « Asiles ». Il décrit les gestes, les façons de faire, les interactions entre les malades eux-mêmes, et entre ces derniers et les professionnels de la santé. Les travaux de Michel de Certeau, nous ont semblé très pertinents parce que l'auteur montre bien, notamment dans ses deux ouvrages sur « l'invention du quotidien », l'importance de ce qu'il nomme les « tactiques » des dominés pour, malgré tout, redonner un sens à leur vie sociale. Dans un premier temps, nous exposons dans cet

article le processus évolutif de la définition de la maladie mentale et son influence sur le changement du statut du malade « dit mental » dans la société. Dans un second temps, nous illustrons les cas de malades atteints de troubles mentaux, acteurs dans le système de soins ayant fait l'objet de notre enquête au sein de l'hôpital psychiatrique d'Oran.

**Sarra Samra Benharrats et  
Mohamed Mebtoul**



**N°80-81-Septembre 2018**

## Coût et management du diabète en Algérie

Le diabète est un véritable problème de santé publique. (...) L'Algérie connaît un rapide vieillissement de la population dont les maladies non transmissibles qui lui sont liées et dont le diabète est la plus importante par sa prévalence et son coût. La transition épidémiologique connaît une rapide évolution des maladies non transmissibles, cancers, diabète, maladies cardiovasculaires affectant des malades qui se comptent par milliers et nécessitent des soins coûteux sur la longue durée. Ces affections absorbent une grande part de la dépense nationale de santé.

### 1. Revue des données et analyses

Le diabète est une pandémie. Sa prévalence est en augmentation continue. La compilation des données disponibles fait que sa prévalence estimée à 7% en 1990 a évolué à 8% en 2013 pour se situer actuellement à plus de 12%.

Toutes ces enquêtes et la compilation d'autres données attestent d'une progression continue du diabète. Les déterminants de cette maladie sont les changements apparus dans les modes de vie des citoyens. La majorité des études montrent qu'il y a une relation entre l'évolution rapide de l'indice de masse corporelle (IMC) et la fréquence de la maladie qui est en évolution chez la femme et les personnes âgées des 2 sexes. Sur le plan spatial, le diabète est plus fréquent en milieu urbain que rural. La nutrition non équilibrée et la faiblesse des activités sportives accentuent le poids du diabète en Algérie. L'évolution des maladies chroniques notamment le diabète, va avoir un impact majeur sur la nature et le volume de la demande de soins et nécessitera une profonde mutation en matière d'organisation de l'offre de soins ainsi que la conception de programmes sanitaires adaptés à ce changement épidémiologique. Les données et les analyses attestent que le diabète est en évolution continue (...).

### 2. Le coût du diabète

Le diabète progresse rapidement et touche toutes les catégories de la population. Le taux de prévalence pour les 35-65 ans (tranche d'âge représentant 29,4%) dépasse les 12%, ce qui donne un nombre de malades de 1 280 000 personnes. Cette classe d'âge constitue essentiellement la population active en âge de travailler d'où les effets économiques sur les ménages concernés par la tendance à l'appauvrissement et parfois les choix difficiles entre la nourriture et les soins. Les charges vont également peser sur les équilibres de la sécurité sociale et le budget de l'Etat. Devenu une véritable pandémie en Algérie, le diabète est un problème de santé publique qui interpelle l'Etat pour sa

prise en charge. La réduction de sa morbidité et la maîtrise de ses coûts passe par l'élaboration d'une stratégie de lutte intégrée. Les maladies chroniques en général et notamment celles non transmissibles comme le diabète pèsent déjà lourdement sur l'économie nationale. Globalement, les dépenses de santé ne cessent d'augmenter et le facteur majeur d'explication est la charge financière induite par les maladies non transmissibles chroniques comme le diabète. Les données financières des comptes nationaux de la santé montrent que la dépense nationale de santé est en évolution atteignant les 86% en 2014 par rapport à celle de 2012. Sa part dans le PIB avoisine déjà les 7%. Cette dépense est plus supportée par le budget de l'Etat (64,4%) que les autres agents, avec cependant une rapide évolution de la part des ménages (out of pocket) et aussi paradoxal que ce soit c'est qu'elle est plus importante que les dépenses de la sécurité sociale. La part de dépense de santé per capita (par habitant) est établie à 41.940 DA en 2014, presque le double de celle de 2012 qui était de 24.376 DA.

Le coût économique du diabète est substantiel eu égard à la charge élevée impliquée par les complications. Ce coût revêt deux aspects : le coût direct en termes de dépenses pour soins médicaux d'une part et les dépenses de ressources humaines (capacités de travail) en âge de travailler étant donné que la tranche d'âge affectée est celle des 35-65 ans donc la plus productive.

### Conclusion

- L'émergence du diabète est considérée par les spécialistes comme une catastrophe sanitaire à laquelle l'Algérie est confrontée ;

**Pr Larbi LAMRI,  
Economiste de la santé**

الصحافة الطبية  
LA PRESSE MÉDICALE

30 Mai 2017

## « Notre système de santé avance comme un unijambiste schizophrène »

Chef du service néphrologie au CHU Mustapha-Pacha d'Alger, Farid Haddoum estime que des réformes s'imposent pour parvenir à développer « un système de santé équitable et efficace »

Jeune Afrique?: Comment évaluez-vous l'offre actuelle de soins dans le pays??

Farid Haddoum?: Notre système de santé avance comme un « unijambiste schizophrène ». Il y a d'une part un secteur public hypertrophié, pléthorique par endroits, vieux de cinquante-cinq ans et qui est essoufflé. Et d'autre part un secteur libéral plus dynamique et performant. L'offre de soins serait plus étoffée si on coordonnait les efforts entre les deux secteurs. Les soins dits secondaires sont surtout concentrés dans le Nord. Leur répartition dans l'Algérie profonde est inégale.

demeurer les « prérogatives » du seul secteur public. Une coordination avec le privé est souhaitable pour davantage d'efficacité. On doit aussi exonérer de taxes et d'impôts les « vrais producteurs du médicament ».

Les promoteurs de l'industrie pharmaceutique sont pénalisés par une batterie d'impôts qui freinent leur développement. La nomenclature des actes de la santé, qui date de 1985, doit être actualisée pour être conforme à la réalité et à la valeur de notre monnaie. Une meilleure gouvernance de nos hôpitaux sera possible quand les directeurs auront une culture managériale et ne seront pas uniquement des dépensiers.

Quid du financement??

Il faudrait harmoniser les coûts réels de santé en-



Dans certaines régions, ils sont carrément absents. Les soins dits tertiaires sont cantonnés aux villes dotées de centres hospitalo-universitaires [CHU] et d'établissements hospitaliers spécialisés. Ces soins, en nette progression dans les secteurs privé et public, ont permis, ces quinze dernières années, la réduction de près de 90 % des transferts pour traitement à l'étranger. L'émergence d'une élite médicale est le fruit de l'intensification des sessions de formation académique et d'investissements importants dans les soins de haut niveau. Mais des réformes s'imposent pour arriver à mettre en place un système de santé équitable et performant.

Que préconisez-vous??

La médecine ne peut pas rester totalement et éternellement gratuite. Il faudrait conventionner le secteur public au même titre que le libéral avec les caisses d'assurances et faire participer aussi bien l'utilisateur que le contribuable au financement des dépenses du secteur. Toutes les missions de santé ne peuvent pas

tre les secteurs public et privé. À terme, diversifier les sources de financement par des taxes sur le tabac, l'essence, l'alcool ou encore les pollutions diverses. Le budget actuel avoisine 3,3 milliards de dollars. Il doit être au moins multiplié par dix pour faire face à l'explosion des besoins, en particulier les maladies chroniques et l'oncologie.

Ces propositions en disent long sur l'étendue des actions et réformes pour l'amélioration constante de notre système de santé. Le dialogue doit rester la base de toute réforme qui nous fera l'économie d'une révolte ou, pis, d'une déflagration.

**Rania Hamdi**

**JEUNE AFRIQUE**

16 Avril 2018

# SITUATION 2019 ET PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE ALGERIENNE 2020/2022 : De vives tensions sans la résolution de la crise politique

1.- Les tendances de la balance commerciale pour les 8 premiers mois de 2019

Les exportations algériennes ont atteint près de 24,30 milliards de dollars (toujours durant les huit premiers mois de 2019, contre 27,53 mds usd à la même période de l'année 2018 ce qui nous donnerait en tendance 41,29 milliards de dollars. Les hydrocarbures non compris les dérivées inclus dans la rubrique exportation hors hydrocarbures, (1,74 md usd, près de 7,2% du volume global des exportations, contre 1,93 md usd à la même période en 2018, en baisse de -9,8%), ont représenté 22,55 mds usd, contre près de 25,60 mds usd à la même période 2018, en baisse de (-11,91%), soit en tendance annuelle 33,82 milliards de dollars ( 92,82% du volume global des exportations). Les importations ont atteint 28,97 mds usd, contre 30,58 mds usd, en 2018 ce qui nous donnerait en tendance 45 milliards de dollars uniquement pour les biens plus 8/9 milliards de dollars de services soit un total de sorties de devises variant entre 53/54 milliards de dollars. De janvier à août derniers, les exportations ont assuré la couverture des importations à hauteur de 83,85%, contre 90,03% à la même période de l'année 2018. [...]

2.- Tensions au niveau de la balance des paiements, baisse des réserves de change

La balance commerciale de l'Algérie a connu un déficit de 4,68 milliards de dollars durant les huit premiers mois de 2019, contre 3,05 milliards de dollars à la même période en 2018, selon la Direction générale des Douanes (DGD). Au même rythme fin 2019 nous aurons 7,02 milliards de dollars. Cependant la balance commerciale n'est pas significative. Il faudra ajouter entre 8/9 milliards de dollars de sortie de devises des services ce qui nous donnerait entre 15/16 milliards de dollars du déficit global [...] à ce rythme il y a risque d'aller vers la cessation de paiement fin 2021, début 2022 avec environ selon nos estimations entre 16/20 milliards de dollars fin 2021. [...]. Les multitudes actions du gouvernement pour faire face à l'érosion continue des réserves de change, sur la rationalisation des importations des biens, à travers leur limitation aux besoins réels du marché national, en attendant la généralisation de cette approche aux services, n'ont pas eu les effets escomptés, la crise politique actuelle ayant accentué la crise économique, un taux de chômage qui risque d'augmenter, le taux de croissance prévu entre 2019/2022 étant trop faible

**Abderrahmane MEBTOUL**

par rapport à une croissance démographique galopante. [...]

Que faire sans recours au financement non conventionnel ?

[...] Sur les 6.556,2 milliards de DA (mds DA), mobilisés par le Trésor auprès de la Banque d'Algérie (BA) au titre de la mise en œuvre du financement non conventionnel entre la mi-novembre 2017 et fin janvier 2019, 3.114,4 mds de DA ont été injectés dans l'économie, soit près de la moitié, selon une note de la Banque, [...]. Ainsi s'offrent huit solutions pour ne pas recourir au financement non conventionnel

Premièrement, accroître la production et la productivité interne et attirer l'investissement étranger mais cela demandera plusieurs années, si l'on met en place une autre politique économique et si on résout la crise politique. Deuxièmement, un cours supérieur à 90 dollars le baril et accroître les exportations d'hydrocarbures. Mais, outre le respect du quota de l'OPEP par l'Algérie les prévisions internationales pour 2020 donnent un cours entre 60/65 dollars, moins, en cas de la résolution des tensions commerciales entre les USA et la Chine, ne devant plus se faire d'illusion d'un cours de 90/100 dollars le baril et d'une augmentation du volume exportable. La modification de la loi des hydrocarbures de 2013, contrairement à une certaine propagande, certes nécessaire, puisque n'ayant attiré que peu d'investisseurs, même modifiée n'aura d'impacts, si on améliore le climat des affaires qui est la contrainte principale, pas avant deux à trois ans en tenant de l'entrée de nouveaux producteurs que du nouveau modèle de consommation énergétique qui se met en place au niveau mondial entre 2020/2030/2040. Troisièmement, une plus grande rigueur budgétaire dans l'allocation ciblée du financement, impliquant une planification stratégique qui fait défaut. Quatrièmement, un endettement extérieur ciblé pour des projets créateur de valeur ajoutée. Cinquièmement, lutter contre la corruption et les surfacturations et dans ce cadre, il faut se demander pourquoi le faible impact de la dépense publique entre 2000/2018, plus de 1100 milliards de dollars (part dinars et devises) sur la sphère économique et donc sur la sphère sociale. Les études internationales montrent que l'Algérie avec ces dépenses en référence aux pays de la région MENA

qui ont des résultats supérieurs avec trois fois moins de dépenses : corruption, surfacturation ou mauvaise gestion des projets. Sixièmement, déraiser le dinar pour ne pas dire dévaluation (inflation importée) pour augmenter à la fois la taxe hydrocarbures ( reconversion du dollar en dinar dévalué passant par exemple de 118 dinars un dollar à 125 ) et la fiscalité ordinaire ( reconversion de l'euro en dinars par exemple 138 dinars un euro à 150, la taxe s'appliquant au dinar au port), ce qui constitue un impôt indirect supporté par le consommateur final ou l'entreprise pour les entrants importés, réduisant son profit net ou le répercutant sur le consommateur. Septièmement, augmenter la fiscalité ordinaire mais qui ne touchera que les activités visibles sachant que plus de 50% de l'activité économique est dans la sphère informelle risquant sans vision stratégique de l'accroître, ainsi que l'augmentation des taxes sur les produits, solution de facilité, l'impôt indirect étant injuste par définition, l'import direct étant le signe d'une plus grande citoyenneté, dont l'impôt sur la fortune, au-delà d'un certain seuil raisonnable, pour ne pas pénaliser les couches moyennes et l'investissement. Huitièmement recours ultime, continuer à puiser dans les réserves de change, faute d'une vision stratégique s'adaptant au nouveau monde (nouvelle gouvernance centrale et locale, intelligence artificielle, primat de l'économie de la connaissance, nouvelle politique énergétique fondée sur une réelle transition énergétique) afin de réaliser une économie concurrentielle dans le cadre des valeurs internationales.

En résumé, il faut éviter de vendre des rêves de certains experts organiques : l'objectif essentiel pour l'Algérie est la résolution de la crise politique sans laquelle aucun investisseur sérieux ne viendra, la stabilité politique étant un des critères principal de l'attrait de l'investissement à valeur ajoutée qu'il soit national ou international. Et avec l'épuisement des réserves de change et le retour au FMI, ce qu'aucun patriote ne souhaite, les impacts seront désastreux pour l'Algérie, tant sur le plan économique, social, politique, sécuritaire que les relations diplomatiques.

**Reflexion**  
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

20 octobre 2019

## Un protocole d'accord signé entre les deux pays :

### Les Algériens peuvent se soigner en France

L'Algérie a ratifié le 17 novembre 2018 un protocole d'accord avec la France sur la sécurité sociale, relatif aux soins de santé dispensés en France aux ressortissants algériens, assurés sociaux et démunis non assurés sociaux, résidant en Algérie. A cet effet, Un décret présidentiel a été signé par le président de la république

L'accord en question vient de paraître dans le numéro 70 du journal officiel sous l'intitulé "décret présidentiel n° 18-287 du 9 Rabié El Aouel 1440 correspondant au 17 novembre 2018 portant ratification du protocole annexé à la convention générale entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République française sur la sécurité sociale du 1er octobre 1980 relatif aux soins de santé programmés, dispensés en France aux ressortissants al-

gériens assurés sociaux et démunis non assurés sociaux résidant en Algérie, signé à Alger, le 10 avril 2016".

Cela va "permettre l'octroi en France



de soins de santé ne pouvant être dispensés en Algérie aux ressortissants algériens assurés sociaux affiliés à la sécurité sociale algérienne ou démunis non assurés sociaux reconnus comme tels par la législation al-

gérienne, tout en œuvrant pour la promotion de la coopération technique et le transfert de technologies entre les établissements de santé algériens et français", précise le même décret présidentiel.

Le protocole s'applique aux ressortissants algériens résidant en Algérie ayant la qualité "d'assurés sociaux affiliés à un régime algérien de sécurité sociale ou d'ayants droits de ces assurés sociaux, de démunis non assurés sociaux tels que définis par la législation algérienne ou d'ayants droits de ces démunis". Les autorités compétentes des deux parties pourront prévoir, d'un commun accord et à titre dérogatoire, d'autres bénéficiaires du présent protocole

30 Novembre  
2018



## Les résultats définitifs de l'élection présidentielle

### publiés au Journal officiel

Les résultats définitifs de l'élection présidentielle du 12 décembre 2019, ayant vu M. Abdelmadjid Tebboune élu président de la République avec un taux de 58,13%, ont été publiés dans le dernier numéro du Journal officiel.

Les résultats obtenus par les cinq candidats dans chaque wilaya ont également été publiés dans le détail (taux et nombre de voix) au Journal officiel.

"Après avoir pris connaissance des procès-verbaux de dépouillement des voix, des procès-verbaux de recensement communal, des procès-verbaux de centralisation des résultats établis par les commissions électorales de wilayas et du procès-verbal de centralisation des résultats établis par la commission électorale des résidents à l'étranger, vu qu'aucun recours sur les opérations de vote n'a été présenté au Conseil constitutionnel, et après rectification des erreurs matérielles, les résultats définitifs du scrutin sont arrêtés comme suit :

- Electeurs inscrits sur le territoire national : 23.559.853

- Nombre total d'électeurs inscrits : 24.464.161

- Electeurs votants sur le territoire national : 9.675.515

- Nombre total d'électeurs votants : 9.755.340

- Taux de participation sur le territoire national : 41.07%

- M. Tebboune Abdelmadjid : 4.947.523 soit 58.13%

- M. Bengrina Abdelkader : 1.477.836 soit 17.37%

- M. Benflis Ali : 897.831 soit 10.55%

- M. Mihoubi Azzedine 619.225 soit 7.28%

- M. Belaid Abdelaziz 568.000 soit 6.67%



- Taux global de participation : 39.88%

- Bulletins nuls : 1.244.925

- Suffrages exprimés : 8.510.415

- Majorité absolue : 4.255.209

Pour ce qui est des suffrages obtenus par chaque candidat par ordre décroissant, ils sont établis comme suit :

"Considérant qu'en vertu de l'article 85 (alinéa 2) de la Constitution, l'élection à la Présidence de la République est acquise à la majorité absolue des suffrages exprimés des électeurs et considérant que le candidat Tebboune Abdelmadjid a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés des électeurs", est-il mentionné, notant qu'"en conséquence M. Tebboune Abdelmadjid est proclamé président de la République algérienne démocratique et populaire et entre en fonction aussitôt après sa prestation de serment conformément à l'article 89 de la Constitution".

20 Décembre  
2019



## Les écrits de la nouvelle génération «intéressants, mais peu consultés»

## Conférence au Salon du livre d'Alger

L'académicien et écrivain-critique Makhoulf Ameur a affirmé, à Alger, que les écrits de la nouvelle génération sont «intéressants» mais «ne font pas l'objet de critiques».

Intervenant lors d'une rencontre organisée en marge du Salon international du livre d'Alger, Sila 24, M. Ameur a estimé que ces jeunes auteurs (génération des années 1990) «n'ont pas appris l'écriture littéraire à partir d'un système éducatif officiel», mais donnent libre cours à leurs plumes «en comptant sur l'auto-motivation et en fomentant leur imagination». Menant une étude sur quelque 60 écrits de 51 auteurs qui continuent à être dans l'ombre, l'écrivain a précisé que la nouvelle

production littéraire «n'a pas connu une sérieuse vague de critiques», du fait de la prédilection de la majorité des écrivains-critiques, en quête de la facilité, pour les auteurs connus, sachant que le véritable plaisir réside dans la découverte de l'incognito. L'auteur de le roman algérien à l'aube du millénaire a fait savoir que la génération des auteurs d'aujourd'hui s'intéressent plutôt à des questions aussi bien réalistes que philosophiques suivant de nouvelles techniques, ils ont tourné le dos aux écrits traditionnels inspirés de la Révolution. Un genre qui a caractérisé les années 70.

Plus explicite, M. Ameur a énuméré plusieurs raisons derrière «le désin-

téressement» des jeunes auteurs envers la guerre de Libération nationale, citant notamment le temps écoulé depuis l'ère coloniale, la forte influence de la décennie noire et le désintérêt affiché face au discours politique officiel qui n'a plus cette force de conviction aujourd'hui.

Sont intervenus également à cette rencontre des académiciens et des écrivains-critiques algériens et marocains qui ont évoqué le lien entre le roman, la critique et la notion du temps.

R C

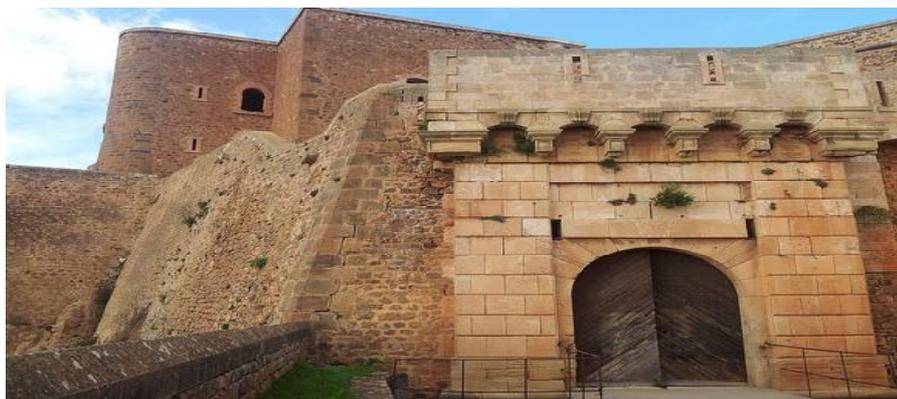


09 Novembre 2019

## RÉHABILITATION DES FORTERESSES DE LA VILLE D'ORAN

## Un pôle touristique à valoriser

Les travaux d'une session de formation sur la protection, l'aménagement et la réhabilitation des forteresses de la ville d'Oran ont débuté dimanche, dans le but d'étudier les moyens de valorisation de ces sites historiques pour en faire un pôle touristique et un facteur de développe-



ment local. Le chef du service patrimoine à la direction locale de la culture, Djameledine Barka, a rappelé que cette formation s'inscrit dans le cadre d'un programme d'appui et de formation organisé par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, en collaboration avec l'ambassade d'Espagne en Algérie, portant sur les politiques publiques de protection et d'aménagement des forteresses de la ville d'Oran.

Pour sa part, la conseillère à l'ambassade d'Espagne en Algérie, Maria Eugenia Menédez Reyes, a indiqué que la forma-

tion vise «à accompagner et aider les responsables chargés du secteur en matière de planification et de la recherche des outils pour améliorer la préservation de ces sites et leur valorisation en vue d'attirer le public». Cette session enregistre la participation de spécialistes dans le domaine du patrimoine au ministère de la Culture, des représentants de la direction

locale de la culture, de l'annexe d'Oran de l'Office national de protection et d'exploitation des biens culturels protégés ainsi que des architectes.

Cette rencontre encadrée par deux experts dans le patrimoine culturel d'Espagne permettra également aux participants de maîtriser les outils nécessaires à l'exploitation des fortifications de la ville d'Oran, a souligné, de son côté, Maria José Balasco, de l'université polytechnique de Valence. Elle a estimé que «la ville d'Oran compte plusieurs forteresses et un système de fortifications nécessitant la définition d'une méthode pour améliorer l'exploitation de ces sites en tant que

produits et pôles touristiques».

Le programme de cette formation qui se poursuivra jusqu'à mardi prévoit des communications sur des thématiques variées comme «les relations entre patrimoine, tourisme et développement local», «les outils d'exploitation du patrimoine», «l'inventaire du patrimoine et son évaluation», «l'affluence des visiteurs et les capacités d'accueil», «la préservation du patrimoine» et autres. Les participants à la formation devront également traiter d'autres sujets comme «la planification stratégique d'exploitation et la gestion du patrimoine», «les méthodes d'exploitation des forteresses de la ville d'Oran».

Un plan d'action de valorisation de ces sites sera également dégagé lors de cette rencontre qui prévoit également des visites sur le terrain ainsi que l'établissement d'un premier diagnostic, a-t-on indiqué. Oran recèle un ensemble de sites faisant partie de l'ancien système de fortifications de la ville remontant à plusieurs périodes historiques. Cinq forteresses ont été classées au titre du patrimoine national depuis un an. Il s'agit de Santa Cruz, Rozalcazar (Palais rouge) ainsi que les forts Saint Grégoire, San Pedro et San Santiago, rappelle-t-on.

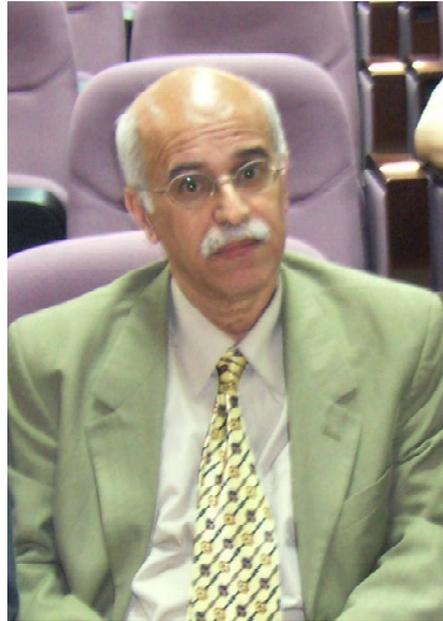


03 Décembre 2019

## L'école de médecine d'Alger en 1857

Le professeur Abid a essayé de retracer les principales étapes de l'école de Médecine d'Alger depuis la rue René Caillé à Bab Azzouz... Mais comme pour l'enseignement primaire et secondaire, l'enseignement supérieur est né à partir d'une optique coloniale bien déterminée... Un nombre très limité d'algériens autochtones put franchir le seuil de ces écoles supérieures... Avant 1879, l'enseignement supérieur existait déjà mais n'avait qu'un seul établissement en Algérie, c'était l'Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie d'Alger créée par le décret du 3 août 1857, à la demande de la Société de Médecine d'Alger que dirigeait le médecin colonel Bertherand. Elle connut une évolution qui aboutit à sa transformation en Ecole Supérieure de Médecine et de Pharmacie en application de la Loi du 20 décembre 1879. Elle fut placée sous les auspices de la

L. Abid



Bab El Oued. Les premiers cours de physiologie et d'anatomie de cette première école furent donnés en janvier 1832, respectivement, par le pharmacien major Stephanopoli et le chirurgien major Baudens. Inauguré officiellement en 1833,

Régence, signa, le 12 septembre 1832, un décret instituant à Alger un jury de médecine appelé à examiner et à recevoir les candidats français et étrangers aspirant à devenir pharmaciens. Ce jury, composé d'un médecin, d'un chirurgien et de trois pharmaciens militaires, pouvait délivrer un diplôme de pharmacien permettant d'exercer la pharmacie dans la Régence d'Alger. En date du 10 juin 1833, une note du Ministre de la Guerre a ouvert les cours de l'hôpital d'instruction du Dey aux étudiants turcs, maures et juifs mais le maréchal Valée, trouvant cet établissement coûteux et inutile, mit fin à son existence en 1836. Néanmoins la procédure de réception au grade de pharmacien fut maintenue jusqu'au 12 juillet 1851 où un décret institua des Jurys médicaux dans chacune des trois provinces (Alger, Oran, Constantine).



Faculté de Médecine de Montpellier, qui délivrait les diplômes. Cette école de médecine était l'héritière de l'école d'instruction de l'armée qu'organisa, en 1832, Baudens (1804-1857), à l'hôpital du Dey de

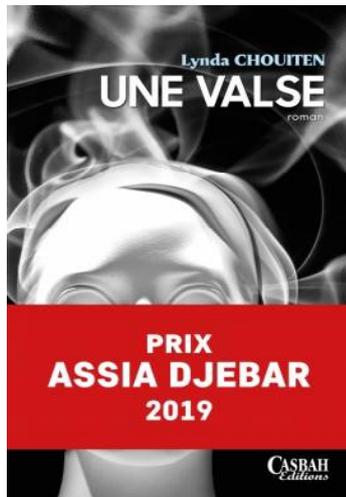
l'enseignement médical fut dispensé par les médecins militaires, et réservé aux étudiants européens. L'intendant Genty de Bussy, qui avait également la responsabilité de l'hygiène et de la santé dans la

## [BIBLIOGRAPHIE]

Lynda Chouiten

Une valse

Casbah éditions, Alger 2019



Elle ne lui avait pas parlé de son étonnement quand, arrivée chez le médecin, elle avait trouvé six personnes attendant leur tour. Elle pensait que c'était toujours vide, une salle d'attente chez le psychiatre; mais les gens avaient visiblement peur pour leurs têtes où régnait le chaos, à l'image de tout le pays. Elle ne lui avait pas parlé de ces larmes douloureuses qui avaient accompagné le récit de ses hallucinations, de ses peurs, de son épuisement. Du mot « psychose » tombant comme une lourde condamnation, peut-être à perpétuité.

### L'entrepreneuriat féminin en Algérie : Une réalité en construction

CREAD, Alger 2019

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique  
Centre de Recherche en Economie Appliquée pour le Développement



#### L'entrepreneuriat féminin en Algérie, Une réalité en construction



Coordination  
Abderrahmane Abedou, Ahmed Bouyacoub & El kaina Hammache  
Avec la contribution de  
Feroudia Chetali, Mohammed Hamrane,  
Fatima Metaiche, Yamina Medouni & Mounira Sellami

Dans cet ouvrage nous avons tenté de révéler la première face cachée de l'entrepreneuriat féminin où les femmes entrepreneures font face, dans leur quotidien, à de multiples stéréotypes et croyances qui régissent leur univers de femme.

## [REVUE]

Confluences Méditerranée N° 110

Jordanie : une stabilité de façade

L'harmattan éditions



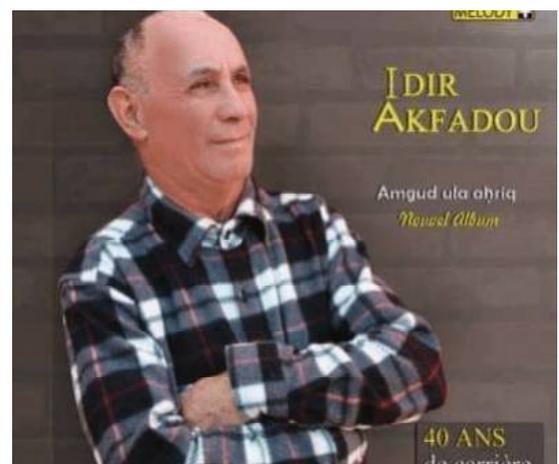
110 - AUTOMNE 2019



## [MUSIQUE]

Idir Akfadou

Amgud ula ahriq, 2019



## [FILM]

Vendredi est une fête

Samir Ardjoum, 2019

